

Dossier réalisé par Maria Udrescu

### Pour en savoir plus

**Sur latibre.be**, Eric Dor, directeur des études économiques à l'IESEG School of Management, passe au crible la situation économique du Portugal, qu'il qualifie comme "un juste milieu entre l'austérité excessive et un dérapage complet". Reste que "si d'un coup, les marchés financiers pensent que la dette du pays n'est plus soutenable et qu'ils exigent des taux d'intérêt prohibitifs, cela peut provoquer une nouvelle crise de financement du Portugal. Peut-être que même le gouvernement actuel n'aurait alors pas d'autre choix que de retourner à l'austérité forte pour essayer de calmer le jeu. C'est un problème aussi longtemps qu'on vit sous la dictature des marchés."

- Lisbonne est devenu le laboratoire d'une gauche unie, à l'aise dans l'Union européenne.
- Mais le Portugal n'est pas encore à l'abri des difficultés économiques.
- La secrétaire d'Etat Marquez appelle l'UE à consolider la zone euro.

# La gauche portugaise se tient droit dans ses bottes européennes

**F**n février, le Français Benoît Hamon, candidat d'un Parti socialiste en plein naufrage, venait chercher l'inspiration à Lisbonne, foyer d'une gauche rassemblée qui croque le pouvoir à pleines dents. Avant lui, le socialiste espagnol Pedro Sanchez, son compatriote de la gauche radicale Podemos Pablo Iglesias, des jeunes du Parti travailliste néerlandais (PvdA) ou encore le chef de file des Socialistes et Démocrates européens, Gianni Pittella, ont défilé au Portugal pour étudier de près la "geringonça", cette formule "brinquebalante" d'un gouvernement socialiste minoritaire, soutenu par deux partis d'extrême gauche.

C'est qu'il y a de quoi envier le bilan politique et financier du Portugal, même si le pays n'a pas tourné la page des difficultés économiques. Jusqu'en 2015, le leader socialiste Antonio Costa parvenait à obtenir le soutien du Parti communiste et du Bloc de gauche pour gouverner, après des années passées à se regarder en chiens de faïence, les paris allaient bon train sur son échec imminent. Les orthodoxes de la rigueur, Allemagne et Commission européenne en tête, s'attachaient les cheveux face à ce ménage à trois décidé à tourner le dos à l'austérité. Et le Premier ministre sortant Pedro Passos Coelho se frottrait les mains à l'idée de voir M. Costa jeter l'éponge face à la réalité économique d'un pays à peine affranchi de la tutelle de ses créanciers internationaux.

### Le Parti socialiste encore plus populaire

Or aujourd'hui, ce même gouvernement est toujours en place et le Parti socialiste a le vent en poupe, crédité de 42 % des intentions de vote. Une popularité dont le PvdA, pénalisée pour ses politiques libérales, et les socialistes grecs du Pasok, qui a chuté de 43,9 % à 4,68 % des votes, ne peuvent que rêver. Et si le Parti socialiste ouvrier espagnol plane autour des

20 % des voix, il reste talonné par l'extrême gauche et patauge dans des querelles inesthétiques depuis qu'il a cédé les clés du pouvoir à la droite. "Ces cas sont emblématiques des partis socialistes qui arrivent au pouvoir, acceptent le cadre économique européen et se retrouvent à gouverner sans marqueurs de gauche. Mais sans marqueurs, il n'y a littéralement plus d'électorat", analyse Pascal Delwit, auteur des "Gauches radicales en Europe".

### Un exercice d'équilibre

Le PS portugais n'avait fait "que" donner le feu vert en 2011 au plan de sauvetage des créanciers européens, avant d'être balayé du pouvoir. Une défaite qui lui a permis de ne pas sacrifier ses électeurs sur l'autel de la rigueur, laissant le soin à la droite de couper drastiquement dans les salaires, les dépenses publiques et la sécurité sociale. Mais s'il résiste "à la torruade qui touche les partis socialistes d'Europe", explique le politologue, c'est aussi parce que le parti "cherche aujourd'hui à gouverner différemment dans le cadre européen".

En effet, Antonio Costa a excellé dans l'art de l'équilibrisme, en parvenant à mener une politique économique aux reintes keynésiennes, tout en dépassant les objectifs budgétaires imposés par la Commission européenne, sans toutefois s'aliéner ses partenaires politiques – même si la nécessité de renflouer les banques portugaises provoque l'ire de la gauche radicale. Ainsi, le gouvernement socialiste a-t-il mis fin aux surtaxes sur les revenus, rétabli des jours de congé, augmenté le salaire minimum, réduit le temps de travail et relevé les pensions.

Autant de mesures qui ont de quoi donner le tournis aux adeptes de la rigueur économique. Sauf que Lisbonne a parallèlement réduit son déficit public à 2,1 % du PIB en 2016, passant pour la première fois sous la barre des 3 % fixée par l'UE et dépassant son

objectif initial de 2,5 %. "Ce cas d'école donne raison aux économistes qui, depuis le début de la crise de la zone euro, critiquent la politique excessivement austère qui s'est avérée contre-productive", considère Eric Dor, directeur des études économiques à l'IESEG School of Management. Même si le "miracle" portugais s'explique aussi par "une baisse du prix du pétrole en 2015 et une reprise globale dans les pays de la zone euro", précise l'économiste. "L'environnement était porteur, reste à voir si cette amélioration est pérenne."

Et c'est là que le bât blesse. Si la croissance a repris – à tel point que la Banque du Portugal a relevé sa prévision pour 2017, tablant sur une hausse du PIB de 1,8 % –, elle demeure encore trop faible. Et ne ris- que pas de s'envoler de sitôt. Car, pour rentrer dans les clous des règles européennes, le gouvernement Costa a dû tailler dans les investissements publics. "Tandis que la récession a provoqué une forte émigra- tion, souvent de personnes très qualifiées, donc une perte de capital humain", précise M. Dor.

### Répéter cette "success story"

Surtout, Lisbonne traîne toujours le boulet de la dette publique, qui a atteint 130,4 % du PIB. Tandis que les agences de notation continuent de classer le pays en catégorie "pourrie". De quoi comprendre que le Portugal reste extrêmement vulnérable face aux caprices des spéculateurs, susceptibles de réagir au moindre choc qui bousculerait la zone euro, comme pourrait l'être la victoire de la candidate de l'extrême droite Marine Le Pen à la présidentielle française.

Les Portugais ont beau brandir leur bilan budgétaire pour prouver qu'une approche keynésienne peut être bénéfique, ils préchent des socialistes convertis. Tant qu'Antonio Costa ne prouvera pas qu'il peut répéter la "success story" de 2016, beaucoup – et notamment ceux qui défendent les vertus des formes structurelles – resteront convaincus que la "geringonça" aura été au pire un accident de l'histoire, au mieux un coup de chance.